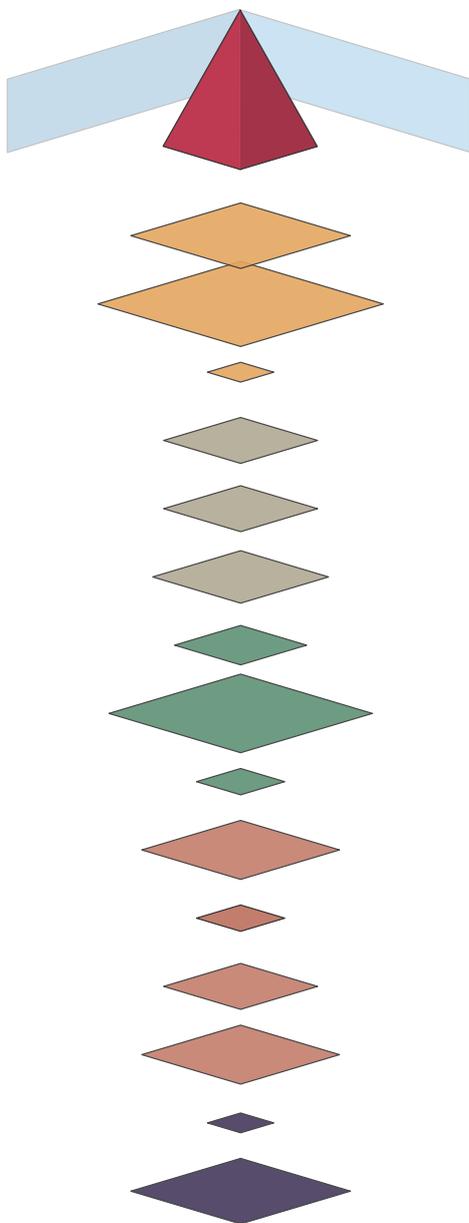




# COMORES



## 3,92 SCORE DE CRIMINALITÉ

155<sup>e</sup> sur 193 pays  
51<sup>e</sup> sur 54 pays africains  
12<sup>e</sup> sur 13 pays d'Afrique australe



### MARCHÉS CRIMINELS **3,73**

TRAITE DES PERSONNES	5,00
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	6,50
RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	1,50
TRAFIC D'ARMES	3,50
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	3,50
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	4,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	3,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	6,00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	2,00
COMMERCE D'HÉROÏNE	4,50
COMMERCE DE COCAÏNE	2,00
COMMERCE DE CANNABIS	3,50
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	4,50
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	1,50
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	5,00



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **4,10**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	1,00
RÉSEAUX CRIMINELS	4,50
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	7,00
ACTEURS ÉTRANGERS	5,00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	3,00



## 2,38 SCORE DE RÉSILIENCE



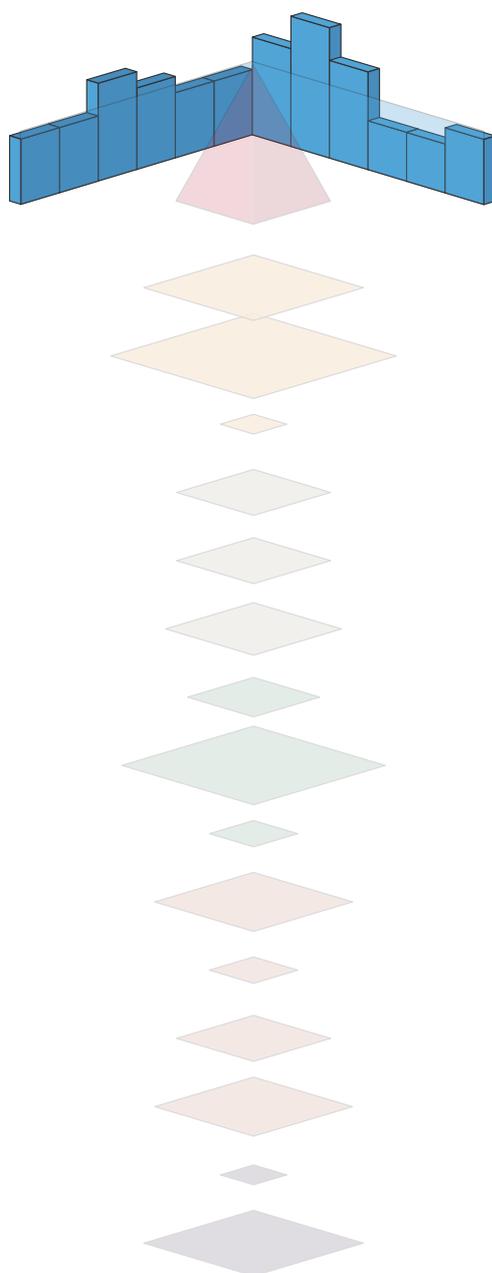
Financé par  
le gouvernement  
des États-Unis.



Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

 **COMORES**



 **2,38**  
**SCORE DE RÉSILIENCE**

176<sup>e</sup> sur 193 pays  
45<sup>e</sup> sur 54 pays africains  
13<sup>e</sup> sur 13 pays d'Afrique australe

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	2,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	3,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	2,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,00
FORCES DE L'ORDRE	2,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	3,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	4,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	3,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	1,50
PREVENCIÓN	1,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	2,00

 **3,92**  
**SCORE DE CRIMINALITÉ**

 MARCHÉS CRIMINELS	3,73
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	4,10



Financé par  
le gouvernement  
des États-Unis.



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

La traite des personnes reste un problème aux Comores et cela n'a pas changé de manière significative, même après la pandémie de COVID-19. Les Comores restent un pays d'origine et de transit pour les victimes de l'exploitation sexuelle et par le travail. Elles font partie des itinéraires de la traite des personnes entre l'Afrique de l'Est et le golfe Persique. Les ressortissants comoriens, y compris les enfants, peuvent être soumis au travail forcé sur l'île de Mayotte, qui est un département français d'outre-mer, dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et de la servitude domestique. Les enfants des zones rurales sont particulièrement vulnérables à l'exploitation, aux abus, à la traite à des fins d'exploitation sexuelle et au travail forcé lorsqu'ils migrent vers les zones urbaines pour y trouver de meilleures opportunités.

Les réseaux de trafic d'êtres humains aux Comores continuent de bénéficier du taux élevé d'émigration, Mayotte étant une première étape populaire pour atteindre la France. Bien que les Comores ne soient pas une plaque tournante transnationale majeure pour le trafic d'êtres humains en raison de leur éloignement, le marché représente un problème important dans le pays compte tenu de la taille de son territoire et du nombre disproportionné de personnes impliquées. Pendant la pandémie, les flux de trafic d'êtres humains se sont temporairement inversés, mais le trafic maritime des Comores vers Mayotte a augmenté après la levée des restrictions. La plupart des personnes transportées clandestinement par bateau des Comores vers Mayotte sont comoriennes, mais il y a également une proportion importante de migrants irréguliers originaires d'autres pays africains. Ce marché illicite a une influence significative sur l'économie politique des îles, en particulier à Anjouan, où le courtage de main-d'œuvre non réglementé reste courant et où des entreprises ont vu le jour en relation avec l'industrie du trafic d'êtres humains. Le racket d'extorsion et le chantage à la protection ne sont pas courants dans le pays, mais des rapports historiques et sporadiques font état de telles activités criminelles.

### COMMERCE

La situation du trafic d'armes est restée inchangée ces dernières années, les courtiers criminels qui opèrent dans l'océan Indien continuant à faciliter le flux illégal d'armes. Ces armes sont trafiquées pour être utilisées pour d'autres activités criminelles, notamment le trafic de drogue, la piraterie et les vols à main armée, ainsi que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

Les produits de contrefaçon sont très répandus dans les rues de la capitale Moroni, où il est facile d'acheter de faux kofias (chapeau traditionnel comorien) qui proviendraient de Chine. Bien que les kofias authentiques soient considérés comme des produits de luxe, les versions contrefaites peuvent être acquises pour un coût négligeable. Les autorités ont récemment découvert des médicaments sans étiquette du fabricant, ce qui a suscité des inquiétudes quant à leur sûreté et à leur authenticité. L'importation illicite de biens de consommation soumis à accise est également un marché modérément rentable et attrayant aux Comores. Bien que la consommation d'alcool ne soit pas courante, des descentes ont lieu pour saisir des boissons alcoolisées illicites.

### ENVIRONNEMENT

Les Comores sont un grand producteur de vanille, où un commerce illicite prend place parallèlement au commerce légal. Le commerce illégal de la vanille contribuerait fortement à la déforestation non réglementée et illicite dans le pays. Les îles continuent également à servir de points de transit pour le bois illégal en provenance de Madagascar. La criminalité liée à la faune a augmenté aux Comores en raison de la pauvreté et de la demande mondiale pour les produits animaux exotiques. La situation de l'archipel sur la route du sud entre l'Asie et l'Afrique le rend vulnérable au trafic d'espèces sauvages. Le trafic d'espèces sauvages, en particulier de tortues et de lémuriens, est influencé par la proximité de Madagascar, qui est une source importante de trafic. Les tortues de Madagascar sont acheminées vers les îles, puis envoyées en Chine ou en Tanzanie. La pêche INN reste un problème, car les flottes asiatiques opérant dans le pays ne sont pas tenues responsables de leur non-respect des lois nationales. Le trafic d'or à travers les Comores est également en augmentation, les réseaux faisant passer de l'or d'Afrique australe vers le Moyen-Orient en utilisant le pays comme point de transit. Les trafiquants soudoient généralement les autorités et les agents de sécurité à l'aéroport pour transporter la marchandise jusqu'à Dubaï.

### DROGUES

Les Comores restent un petit marché de destination pour l'héroïne, mais leur rôle de point de transit pour cette drogue a pris de l'importance sur les itinéraires Afrique-Asie. Sa proximité avec des centres de redistribution comme Madagascar suggère une évolution possible du marché. Bien que l'usage de l'héroïne reste faible dans le pays, la consommation semble augmenter. Les principales destinations de l'héroïne qui transite par les Comores sont des pays d'Afrique et, dans une moindre mesure, l'Europe et l'Amérique du Nord. Le marché local de la cocaïne est limité en raison de la situation géographique du pays, qui rend le transport coûteux et peu attrayant pour les locaux.

Néanmoins, les Comores restent vulnérables au trafic de cocaïne en tant que point de transit, en raison de leur faible gouvernance et de leur proximité avec les principaux itinéraires de trafic.

La consommation de cannabis reste très répandue et des quantités croissantes de cette drogue entrent dans le pays en provenance de Madagascar et de Tanzanie. Les itinéraires de Mahajanga et de Nosy Be à Madagascar sont connus pour la contrebande de cannabis. Selon les autorités comoriennes, l'augmentation de la contrebande de cannabis est due à la réduction de la production locale dans les îles. Des drogues de synthèse n'ont pas été saisies récemment, mais elles sont introduites en contrebande sur des bateaux de pêche également utilisés pour le trafic d'êtres humains et de cannabis, sur le chemin du retour vers les Comores. Le cannabis de synthèse est la drogue de synthèse la plus consommée dans le pays, et la plus grande partie est produite localement. Les précurseurs chimiques proviennent généralement de Chine via Mayotte.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Les Comores sont peu connectées à l'internet et peu numérisées. C'est pourquoi aucune cyber-attaque sophistiquée n'a été signalée dans le pays, et tout incident de ce type impliquant des citoyens comoriens s'est produit à l'extérieur du pays.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Il semble que la mauvaise gouvernance du pays crée un environnement propice à la criminalité financière, en particulier sous la forme de la corruption. La corruption du gouvernement est très répandue aux Comores, et la faible gouvernance du pays le rend vulnérable au détournement de fonds publics. Les escroqueries numériques dans le pays impliquent principalement des crimes financiers cyber-facilités tels que l'usurpation d'identité et la fraude, qui visent à collecter frauduleusement de l'argent.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La situation politique aux Comores est instable depuis le référendum de 2018 qui a permis à l'actuel président de lever les limites constitutionnelles concernant les mandats présidentiels. Depuis qu'il a remporté le référendum et assuré sa réélection en 2019, le président a réprimé l'opposition et limité la liberté de la presse. Bien que certains représentants de la société civile aient participé au dialogue national, il est devenu particulièrement difficile pour les

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

La corruption des acteurs intégrés à l'État est connue pour être très répandue dans le pays, les fonctionnaires facilitant les activités criminelles. Les autorités ont peu fait pour lutter contre la criminalité et il existe des preuves d'une implication à haut niveau dans des affaires de trafic de drogue, de tortues et de traite de personnes, ainsi que de contrebande. Le degré d'implication de l'État dans le trafic de personnes et de stupéfiants équivaut presque à une collusion de l'État.

Les organisations criminelles internationales, souvent avec la participation d'acteurs étatiques, sont responsables de la traite des personnes et du trafic d'êtres humains aux Comores. On soupçonne des ressortissants malgaches de contrôler le marché de la contrebande de vanille, tandis que des acteurs tanzaniens dominent le marché du trafic de drogue et facilitent le trafic d'êtres humains vers Mayotte. Les acteurs malgaches jouent également un rôle dans le trafic de drogue. Malgré les efforts du Gouvernement comorien et des organisations internationales, la migration irrégulière continue d'être encouragée par ces groupes organisés, ce qui entraîne la poursuite du trafic.

La criminalité organisée sous la forme de groupes de type mafieux n'est pas répandue aux Comores. Cependant, le rôle croissant du pays en tant que point de transit pour le trafic de drogue et la traite des personnes, associé à la faiblesse de sa gouvernance, crée des conditions qui permettent aux réseaux criminels établis de prospérer. Les réseaux criminels locaux sont connus pour être impliqués dans une variété de marchés criminels, y compris le trafic de drogue et d'êtres humains, entre autres. Les acteurs du secteur privé collaborent avec les groupes criminels organisés dans de nombreuses activités, notamment dans les industries de la pêche et de l'exploitation minière.

Comores de parvenir à la cohésion nationale et sociale. Le gouvernement n'a déployé que peu d'efforts pour lutter contre la criminalité organisée et le manque de coordination politique entre les trois îles principales entrave l'efficacité de la gouvernance. La petite corruption persiste à tous les niveaux de l'État, et il faut avoir des proches relations pour obtenir des contrats ou accéder aux programmes sociaux. La corruption en toute impunité est normale et il est courant que les Comoriens versent des pots-de-vin

pour éviter de se conformer aux réglementations et d'être arrêtés. Le gouvernement et les organes judiciaires sont perçus comme facilitant le trafic de drogue et la traite des personnes dans le pays.

Les Comores ont un bilan mitigé en matière de coopération internationale. Elles n'ont ratifié que cinq des traités internationaux relatifs à la criminalité organisée, et leur réticence à lutter contre la pêche INN leur a valu d'être identifiées par l'UE comme un pays tiers non-coopérant. Toutefois, depuis 2021, le gouvernement s'est montré plus ouvert à la coopération avec les ONG. Les relations politiques avec la France restent bloquées puisque Mayotte, un département français, est considéré comme faisant partie de l'archipel. Le cadre juridique comorien est obsolète et l'application de la loi contre la criminalité organisée est limitée. Néanmoins, certaines améliorations ont été apportées grâce à l'introduction d'une politique nationale de protection des enfants contre le travail des enfants et d'un plan d'action national de lutte contre le trafic. Les réglementations en matière de contrôle des armes et les lois contre le trafic de stupéfiants sont faibles. Le nouveau code pénal punit toutes les infractions liées à la cybercriminalité et la loi vise à protéger les utilisateurs en cas d'infraction dans l'espace numérique.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire des Comores manque de ressources, est surchargé et fortement influencé par l'exécutif, ce qui rend difficile l'égalité d'accès à la justice pour les citoyens. Bien que les décisions de justice soient généralement respectées, l'incohérence judiciaire et la corruption ont facilité les activités criminelles. La surpopulation et la privation de nourriture sont des problèmes courants dans le système pénitentiaire, et des cas de prisonniers politiques et de détention arbitraire ont été signalés.

Bien que le Gouvernement comorien ait fait des efforts pour améliorer les capacités des forces de l'ordre grâce à des programmes de formation fournis par des ONG, la corruption reste un problème important. Les fonctionnaires collaborent souvent avec les groupes criminels organisés et les officiers de police sont connus pour accepter des pots-de-vin afin d'ignorer le trafic de drogue et même de participer à des activités criminelles. Les défis auxquels sont confrontées les forces de l'ordre comprennent une formation inadéquate, une réticence à appliquer la loi et un manque de responsabilité dans les rangs de la police et de l'armée, ce qui conduit à des violations généralisées des droits de l'homme.

La sécurité des frontières des Comores est faible en raison d'une surveillance maritime limitée et d'une infrastructure de sécurité sous-équipée dans les principaux ports. Le manque de capacité de patrouille et de surveillance du littoral facilite le commerce illégal tel que le trafic de drogue et la migration irrégulière. Malgré la présence de

forces maritimes internationales, les eaux territoriales des Comores restent extrêmement poreuses. En outre, le pays n'a pas la capacité d'exercer une réelle souveraineté sur les territoires contestés, tels que Mayotte et le Banc du Geysier. Les capacités limitées du pays constituent un défi pour son intégrité territoriale.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Les Comores ont fait des efforts pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, mais le code pénal et les lois spécifiques sont encore faibles et ne répondent pas aux normes internationales. Bien que certaines formes de blanchiment d'argent, en particulier celles impliquant le commerce électronique, soient impossibles en raison du secteur financier sous-développé du pays, cela rend également difficile pour le gouvernement d'identifier et d'estimer les revenus des activités illicites.

En outre, le pays est confronté à un environnement réglementaire économique faible et à un manque de capacité pour collecter efficacement les impôts. La majeure partie de l'économie fonctionne dans le secteur informel, ce qui fait de la collecte des impôts un défi de taille. Pour améliorer la transparence et le recouvrement des impôts, le gouvernement a mis en place des caisses enregistreuses et introduit un nouveau code général des impôts. Malgré une certaine reprise économique à la suite de la pandémie de COVID-19, le pays reste confronté à des défis importants tels qu'une inflation élevée, près d'un quart de la population vivant dans l'extrême pauvreté et près d'un tiers des enfants souffrant de malnutrition. Ces défis contribuent à rendre les activités illicites rentables, notamment le travail et la traite des enfants, au sein de l'archipel.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Les efforts du Gouvernement comorien pour soutenir et protéger les victimes restent inadéquats et insuffisants. Bien que le gouvernement apporte un soutien financier aux centres d'écoute pour les soins médicaux et les services de conseil juridique aux victimes de la traite des personnes, et qu'il forme les autorités chargées de l'application de la loi, il n'a pas développé de procédures efficaces d'identification des victimes et n'a pas amélioré les services de soins limités et les refuges existants. Des initiatives de réhabilitation pour les usagers de drogues sont entreprises par certaines organisations de la société civile, mais elles sont souvent financées par des fonds privés et ne disposent pas des ressources nécessaires.

Les efforts des Comores pour prévenir la traite des personnes sont lents et inadéquats, malgré quelques progrès dans la sensibilisation du public. Bien que le gouvernement ait adopté un plan d'action national de lutte contre la traite, les fonctionnaires manquent de formation et de ressources

pour mener des activités de prévention, et les résultats n'ont pas encore été mesurés. Les inspecteurs chargés d'enquêter sur le travail des enfants n'ont pas fait état de retraits d'enfants ou d'assistance aux enfants au cours des inspections. Bien que le gouvernement ait mené des campagnes de sensibilisation auprès des autorités locales, des chefs religieux et du grand public sur la Grande Comore, il n'a pas mené de campagnes auprès des populations vulnérables sur Anjouan ou Mohéli.

Les autorités comoriennes continuent de restreindre la société civile et de réprimer les manifestations de l'opposition, ce qui réduit l'espace d'engagement civique. Le gouvernement a arrêté et poursuivi en justice des participants aux manifestations contre l'administration, ainsi que des chefs de l'opposition, dont certains ont été libérés sous certaines conditions, telles que l'interdiction de faire des déclarations publiques aux médias. Les ONG sont confrontées à des obstacles bureaucratiques et à un manque de financement, et leurs employés seraient victimes de répression. Le journalisme est également visé par l'État, les journalistes étant harcelés pour leur contenu et leurs reportages, ce qui conduit à une autocensure croissante.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*